

Berne, le 7 novembre 2017

**L’Union suisse des arts et métiers lance une nouvelle attaque frontale contre la loi sur le travail**

**La loi sur le travail est soumise régulièrement à des attaques ces derniers temps. C’est l’Union suisse des arts et métiers (usam) qui lance maintenant une nouvelle offensive : sous le couvert de la flexibilité, elle vise à vider de sa substance la loi sur le travail. C’est très mauvais pour la santé des travailleurs et travailleuses. Travail.Suisse, l’organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, et partenaire social national de l’usam, est disposée à discuter de la loi sur le travail mais combattra toutes les détériorations unilatérales et exige d’abord un énoncé clair sur la saisie du temps de travail.**

Après que la commission de l’économie du Conseil des Etats ait accepté au début septembre les deux initiatives parlementaires Graber (16.414) et Keller-Sutter (16.423), l’usam lance aujourd’hui une nouvelle attaque.. Elle propose des modifications concrètes dans la loi sur le travail et les ordonnances correspondantes toutes faites unilatéralement au profit des employeurs et au détriment des travailleurs et travailleuses – comme avec la proposition de relever la durée maximale de la semaine de travail à 50 heures. « L’usam ne prend pas au sérieux la situation de très nombreux travailleurs et travailleuses avec ces propositions. La loi sur le travail de la Suisse est déjà l’une des plus libérales d’Europe avec une durée du travail plus longue et plus flexible. La demande de relever de plus de 11 pourcent la durée du travail ne manque pas de culot » indique Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse.

**Les travailleurs et travailleuses déjà sous pression aujourd’hui**

Déjà aujourd’hui, la pression sur les travailleurs et travailleuses est élevée. Le stress, les lourdes charges de travail et les burnouts ont fortement augmenté au cours des années passées. Les coûts des cas de maladie dus au stress augmentent depuis des années. Les propositions de l’usam mettent encore plus les travailleurs et travailleuses sous pression : « Les conséquences de périodes de travail plus longues, de moins de temps de repos sont claires : plus de stress, plus de risques pour la santé et plus de coûts pour l’économie » indique Adrian Wüthrich. Il ressort du « Baromètre. Conditions de travail » de Travail.Suisse, que c’est la perte de l’autonomie de son temps de travail dans le monde professionnel qui est vue comme la plus grande dégradation (voir Le baromètre Conditions de travail 2016). La conciliation de la vie familiale et professionnelle, l’important engagement dans la famille en tant que parents ou proches aidants, la vie privée, la formation continue, l’engagement dans la société pour des tâches de milice dans la politique ou des associations seront rendus encore plus difficile sinon impossibles.

Travail.Suisse est disposée à dialoguer avec les associations d’employeurs dans le cadre du partenariat social et de faire des propositions au monde politique. « Mais il ne faut pas franchir une ligne insupportable pour les travailleurs et travailleuses. Cela signifie qu’il ne faut pas augmenter encore la durée du travail et stopper la poursuite du démantèlement de la saisie du temps de travail. Il faut aussi que les associations d’employeurs soient prêtes à faire des compromis », relève encore Adrian Wüthrich. Travail.Suisse luttera avec détermination contre le démontage de la loi sur le travail comme on le fait actuellement.

Pour plus d’informations :

Adrian Wüthrich, président de Travail.Suisse, Mobile : 079 287 04 93